

Renforcer la protection de la santé au travail

Syndicats ► Les absences pour maladies sont en augmentation, déplore l'Union syndicale suisse (USS). Elle demande à la confédération et aux cantons «une offensive de mise en œuvre» pour la protection de la santé au travail. «Le travail rend trop souvent malade», a déclaré l'USS dans un communiqué hier. Les absences maladies ont augmenté d'un tiers depuis la pandémie, équivalant à 80 millions d'heures de travail supplémentaires, selon le syndicat.

Les douleurs dorsales et des troubles psychiques sont les causes principales des arrêts maladies, d'après une étude de l'OFSP citée par Gabriela Me-

dici, coresponsable du secrétariat de l'USS. Les métiers de la vente, de la construction ou de la santé sont principalement concernés, entre autres. Pour mieux protéger la santé des travailleurs, l'USS recommande de contrôler les employeurs tous les deux ans, alors que les cantons effectueraient actuellement des contrôles tous les vingt ans. Le syndicat demande aussi un arrêt immédiat de l'extension du travail du dimanche et de l'allongement de la journée de travail à 17 heures, décidée par le Conseil national. Les absences longues durées augmentent aussi, de manière «particulièrement préoccupante», relève l'USS. Ce qui

influence «le risque de licenciement, d'invalidité et de séquelles durables pour la santé» sur la durée. C'est également la première fois depuis vingt ans que la probabilité de devenir invalide a augmenté.

L'USS rapporte que certains continuent de travailler malgré leurs problèmes de santé, aggravant leur situation médicale. Les travailleurs rapportent aussi des «conditions de travail éprouvantes», selon l'USS: une pression du temps, manque de personnel ou horaire irrégulier qui les pousseraient à travailler sur leur temps libre pour combler les exigences. L'USS reproche ainsi à «de nombreux

employeurs» de miser sur des «mesures alibis», comme des cours de gestion du stress, au lieu de s'attaquer aux problèmes structurels. Le syndicat déplore une loi du travail «peu appliquée» et une protection légale «constamment affaiblie».

L'USS relève aussi que les «salaires réels stagnent depuis des années», une situation «minimisée» dans le débat politique suisse, selon Daniel Lampart, coresponsable du secrétariat de l'USS. Ce qui entraîne une baisse de moral des consommateurs, qui se sentent de plus en plus sous pression et une baisse de la consommation privée par habitant. **ATS**